

2010 ANNEE
JACQUAIRE

Avec **PÉLERIN**
vivez pleinement l'Année jacquaire !



la-Croix.com

ACCUEIL



Les nouveaux sites
classés par l'Unesco

Les cahiers
Parents & enfants

LES BLOGS

Rechercher... OK

- >> Petites annonces
- >> Télévision
- >> Météo
- >> Boutique
- >> Visite guidée

DÉPÊCHES AFP

[France](#) [Monde](#) [Religion](#) [Économie](#) [Culture](#) [Sport](#) [Sciences](#) [Politique](#)

Toute l'actualité

21/08/2010 14:52

ALGER, 21 août 2010 (AFP) - L'idéologie sécuritaire "dramatise l'insécurité" en France (Lamdaoui)

L'idéologie sécuritaire "entretient et dramatise" l'insécurité en France où la population immigrée sert de "bouc émissaire", affirme l'ancien secrétaire national à l'égalité du Parti socialiste français, Faouzi Lamdaoui, dans un interview à un journal algérien.

"L'idéologie sécuritaire ne combat pas l'insécurité, elle l'entretient, elle la dramatise et, si nécessaire, elle la suscite par des provocations politiques", a déclaré M. Lamdaoui dans cet entretien publié samedi par le quotidien Echorouk (arabophone, privé) qui l'interrogeait sur la politique du gouvernement français à l'égard des immigrés.

La population immigrée, "soumise à tous les devoirs mais privée de tous les droits, constitue le bouc émissaire idéal pour les gouvernements réactionnaires, enclins à rejeter leurs fautes sur les étrangers", dit-il.

Le président français Nicolas Sarkozy a notamment réclamé début août que les auteurs de crimes contre les personnes dépositaires de l'autorité publique puissent être déchus de la nationalité française. Brice Hortefeux, ministre de l'Intérieur, a ensuite proposé d'étendre les possibilités de déchéance de nationalité à l'excision, la traite d'êtres humains et la "délinquance grave".

Nicolas Sarkozy "n'hésite pas transgresser les lois fondamentales de la République pour imposer ses mesures liberticides et xénophobes" mais "il a un seul et unique mobile: assurer par tous les moyens sa propre réélection" à la prochaine présidentielle, affirme encore M. Lamdaoui.

"La France dispose heureusement de garde-fous constitutionnels (...). La déchéance de la nationalité est encadrée par un dispositif juridique très strict. Il sera difficile d'y déroger", ajoute-t-il.

Selon lui, le gouvernement "se contente", pour les actes d'islamophobie, "de condamnations de principe et ne prend aucune grande mesure pour éradiquer ces délits immondes", ce qui est perçu par les activistes d'extrême droite "comme un encouragement tacite".

La France doit reconnaître "certains droits civiques aux immigrés, notamment (...) leur participation aux élections locales" et lutter "contre toute forme de discrimination. Il est urgent d'inscrire, de manière explicite, cette exigence dans la constitution", affirme encore M. Lamdaoui.

> visite guidée de la-croix.com

> s'inscrire à la newsletter de la-croix.com

> le journal en ligne